BLM
— AVOCATS —

**CONTROLE
DES INVESTISSEMENTS
ETRANGERS EN FRANCE
(IEF) EN 2022**

Avocats à la Cour
Jean Philippe BERTHET
Anne LUCCHINI
Lise MARCHAL

Le climat politique et économique de ces dernières années a fait évoluer les procédures de contrôle des investissements directs étrangers en France et dans le monde. Un bref descriptif de la procédure applicable aujourd'hui en France est ici proposé.

Les enjeux du contrôle des investissements étrangers : intérêts nationaux et avantages économiques

En 2021, la France a battu son record de 2019 en matière d'accueil des investissements étrangers (en nombre de projets et emplois associés).

Dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19, de nombreux Etats ont renforcé leurs mécanismes de **contrôle des investissements étrangers**, craignant la perte de contrôle des capacités industrielles et de R&D en matière de santé. A long terme, ce sont tous les domaines d'activité qu'ils entendent protéger (énergie, agroalimentaire, nouvelles technologies, pour ne citer que les plus médiatisés).

Il est donc à prévoir que les Etats feront, si ce n'était déjà le cas, une application stricte de leur réglementation en matière d'investissements étrangers afin de protéger leurs **intérêts nationaux**. C'est ce que la Commission européenne a d'ailleurs encouragé les Etats membres à faire, dès mars 2020.

L'Union européenne (UE) dispose également de mécanismes de coopération entre les Etats membres et la Commission européenne (issus d'un Règlement de mars 2019), lesquels doivent désormais échanger des informations sur les investissements étrangers projetés ou reçus. Une possibilité pour l'UE, en dehors des réglementations nationales existantes (si elles existent), de filtrer ces investissements.

Rester ouvert et attractif tout en protégeant ses intérêts nationaux, voici l'exercice auquel les Etats se livrent, car les investissements étrangers joueront un rôle essentiel dans les années à venir pour se relever de la crise économique née de la Covid-19, et aggravée récemment par la guerre en Ukraine.

La procédure de demande d'autorisation d'un investissement étranger en France

Par l'intermédiaire de son ministre chargé de l'économie, la France soumet à **autorisation préalable** les investissements étrangers réalisés dans les activités de nature à porter atteinte à « l'ordre public, la sécurité publique, ou la défense nationale ».

En 2020 et 2021, la France a ajouté à la liste des **activités protégées** (Article R151-3 du Code monétaire et financier), deux activités de R&D portant sur des technologies critiques : les biotechnologies (visant indirectement le domaine de la santé) et les technologies intervenant dans la production d'énergie renouvelable.

Les investissements visés sont : la prise de contrôle (acquisition, augmentation de capital ou constitution), l'acquisition de branches d'activités, et, pour les investisseurs non-membres de l'UE, le franchissement du seuil de détention de 25% d'une entreprise française. Toujours dans le contexte de la crise sanitaire, ce dernier seuil a été temporairement abaissé à 10% pour les investissements dans les entreprises cotées.

Les informations à fournir à l'appui d'une **demande d'autorisation** doivent notamment permettre d'identifier les bénéficiaires ultimes de l'investissement, l'existence de liens financiers avec un gouvernement étranger, les actifs stratégiques concernés, les motivations de l'investisseur.